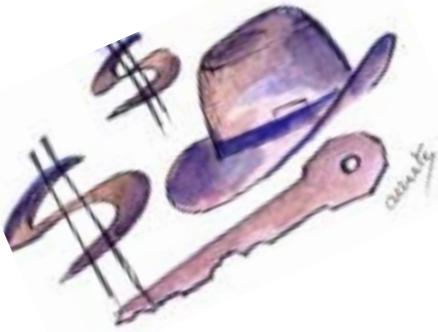


**Alléluia ! Alléluia ! Alléluia !
Vie nouvelle...
Promesse de fruits à venir...**



**« Ce n'est pas vous qui m'avez choisi,
c'est moi qui vous ai choisis et institués
pour que vous alliez, que vous portiez du fruit
et que votre fruit demeure. »**



TRAITE¹ DES FEMMES ET DES ENFANTS

UNANIMA International entreprend une campagne 'anti demande' pour contrer la 'demande' de trafic de femmes et d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle. En effet, selon cet organisme : «la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle est, dans notre monde actuel, le plus grand esclavage illicite qui soit ; cette situation est redevable à la demande, sans cesse croissante, de victimes pour l'exploitation sexuelle commerciale. C'est qu'il existe un lien irréfutable entre la **traite pour l'exploitation sexuelle** et la **prostitution**. Ces deux réalités prennent racine dans la pauvreté et les inégalités structurelles entre les hommes et les femmes. Unanima International soutient que l'éradication de la demande de femmes et d'enfants victimes de la traite pour l'exploitation sexuelle est un pas signifiant pour éliminer le crime que constitue la traite d'êtres humains.»



Le 20 septembre 2006, le Conseil des droits humains de l'ONU a entendu la présentation du rapport de **Madame Sigma Huda**, rapporteure spéciale sur les aspects des droits humains des victimes de la traite des personnes, spécialement des femmes et des enfants. Son rapport, qui couvre la période de janvier à décembre 2005, se divise en trois sections. Alors que la première section souligne les activités de la rapporteure pendant cette période, les deux autres sont consacrées à une étude thématique sur la relation entre la **traite** et la **demande** en vue de l'exploitation sexuelle commerciale, suivie de conclusions et de recommandations. Une de ces recommandations consiste à mettre en place des campagnes d'information, d'éducation et de défense des victimes.

Voici des faits concrets qui démontrent la pertinence de cette recommandation et l'importance d'assurer une information juste et adaptée à la clientèle ciblée. Une sœur des Saints Noms de Jésus et de Marie, Sr. Marie Patricia Plumb, de l'Academy of Holy Names, à Tampa, Floride, témoigne, en effet, «que des étudiants

de 7^e année ont pu aider leur communauté paroissiale à identifier un cas de trafic humain, grâce à l'information transmise dans un langage approprié à leur niveau de compréhension.» Il est primordial, en effet, d'adapter le langage aux personnes que l'on veut sensibiliser. C'est ce que vient confirmer cet autre témoignage d'un étudiant du secondaire. Il avoue : «Je n'avais jamais compris ce dont on parlait jusqu'au moment où j'ai entendu le conférencier l'expliquer dans des termes plus personnels.» (L'intervenant était un agent de terrain du Service des affaires étrangères des États-Unis)²

La pauvreté et l'inégalité des genres identifiées par UNANIMA International comme causes principales de la demande, on les retrouve dans le rapport du *Comité permanent pour la promotion féminine*, rapport qui vient de réussir l'épreuve de la deuxième lecture au Sénat canadien.³

Des intentions de prières et des actions à poser pour vaincre ce fléau...

¹ Le mot « traite » sera désormais utilisé pour remplacer « trafic ». Voir Annexe, p. 5

² Inter mission Nov.-Déc. 2006, Vol. 19 no 4

³ De l'indignation à l'action pour contrer la traite à des fins d'exploitation sexuelle au Canada, Rapport du Comité permanent pour la promotion féminine, p. 11 et 13



EAU

Selon la plupart des visions traditionnelles du monde, l'eau fait partie du bien commun. On va jusqu'à reconnaître comme une coutume établie le fait de partager l'eau avec générosité, même dans les régions où elle est rare. Car nous le savons, ce ne sont pas tous les pays qui ont de l'eau à profusion, comme c'est le cas dans la plupart des régions d'Amérique du Nord. Mais un danger nous guette : pouvons-nous nous imaginer qu'un jour nous serions au nombre de ceux qui en ont moins ?...

Il est vrai que les pressions ne cessent d'augmenter pour que l'eau soit considérée comme un « bien » pouvant être avantageusement privatisé et commercialisé. En 1990, cinquante et un millions de personnes recevaient leur eau domestique de compagnies privées. En 2003, ce nombre s'élevait à plus de trois cent millions. Cette tendance à la privatisation de l'eau se développe à partir d'un large éventail d'accords, de politiques commerciales et d'investissements. Les prises de contrôle de services publics pour la distribution de l'eau par des services d'intérêts privés placent ainsi les pauvres et les gens vulnérables devant le risque de perdre accès à l'eau dont ils ont besoin.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ne sont pas innocents dans le développement de ce marché : ils l'encouragent par les conditions des prêts qu'ils accordent et le genre de projets qu'ils appuient. De plus, les accords commerciaux internationaux actuels, négociés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), favorisent la privatisation des systèmes en approvisionnement d'eau.

Tout cela pour nous rappeler que l'idéologie économique « néo-libérale » favorise des marchés libres de toute contrainte, de réglementations minimales pour les compagnies et une

22 mars 2007

journée mondiale de l'eau...

Combien je t'apprécie, ma sœur Eau!

implication restreinte des gouvernements dans l'économie. Cette idéologie est sous-tendue par des politiques largement déterminées par des nations industrialisées et riches.

Plus est, l'eau est aussi menacée par les changements climatiques, la pollution et l'exploitation. Nous n'avons pas de grands moyens pour remédier à ces situations. Cependant, de simples petits gestes peuvent contribuer à la conservation de l'eau: comme ne pas faire couler inutilement l'eau du robinet, remplacer le bain par une douche, accumuler une bonne brassée de lavage avant de faire partir la lessiveuse, etc... Vous avez d'autres moyens... Pourquoi ne pas nous les partager ?

(Inspiré de « L'eau, la vie avant le profit. Rapport de l'Unité Justice, mondialisation et relations œcuméniques au 39e Conseil général de l'Église Unie du Canada. », août 2006, et repris dans Aujourd'hui Credo - novembre 2006, p. 4 et ss.)

22

Le Comité de justice sociale de la Province Esther-Blondin (Québec) a invité les sœurs et les associé-es SSA à

célébrer l'eau le «22» de chaque mois.

Une sœur de l'infirmierie se demandait comment elle pourrait, d'une façon un peu plus festive, rendre louange à Dieu pour sa sœur

eau

Elle décida alors de disposer, sur les murs de sa chambre, de beaux paysages d'eau pour inspirer son action de grâce à Dieu pour ce bien si précieux et Lui demander que tous les gens de la planète bénéficient de l'eau dont ils ont besoin pour vivre.

Une ancienne enfant esclave (restavek) d'Haïti à l'ONU

22 février au 10 mars 2007

(Marie Zarowny, SSA)

Selon l'UNICEF, il y a actuellement plus de 300,000 enfants esclaves (restaveks) en Haïti. Ces enfants sont habituellement donnés en très bas âge (7 ans) à une famille de la ville, dans l'espoir qu'en échange de l'aide apportée à la maison, ils puissent aller à l'école et avoir suffisamment de quoi se nourrir. La réalité est bien différente : la plupart d'entre eux se lèvent très tôt le matin, parcourent de longues distances pour aller puiser de l'eau qu'ils transportent sur leur tête, et qui sont battus s'il en échappent quelques gouttes ; ils occupent leur journée à aller au marché, à nettoyer, à cuisiner; et finalement, ils vont se coucher après les autres. Ils ne vont pas à l'école et ils sont nourris avec les restes, quand il y en a; souvent ils n'ont pas où dormir, si ce n'est à côté de la porte avec le chien ; en guise de vêtements, ils n'ont que des guenilles; ils sont maintes fois abusés physiquement, émotionnellement, et aussi sexuellement. Leurs parents biologiques vivent la plupart du temps dans des régions rurales : c'est leur extrême pauvreté qui les oblige à envoyer leurs enfants à l'extérieur. En vivant si éloignés d'eux, ils n'ont pas l'idée de leurs conditions de vie.

J'ai appris que le thème de la 51^{ième} Commission à l'ONU pour le Statut des femmes (26 fév. - 9 mars 2007) portait sur la discrimination et la violence faite aux fillettes et que de l'argent était disponible pour inviter à cette session des jeunes filles de moins de 18 ans, victimes d'une expérience de violence. Pendant que j'étais en Haïti à l'automne, j'ai exploré quelles possibilités il y avait de trouver une restavek (esclave) actuelle ou ancienne, qui accepterait d'aller à l'ONU parler de son expérience. Grâce à la collaboration des sœurs de Sainte-Anne en Haïti, aussi bien qu'à l'organisme MVM qui travaille à la libération intégrale de 1078 restaveks, nous avons fini par trouver ! Le choix s'est porté sur Roodnir Joseph : âgée de 15 ans, elle a été une restavek pendant 5 ans et vit actuellement avec sa famille biologique; elle va à l'école et travaille avec MVM pour aider à libérer d'autres restaveks. Renise Alce, directrice générale de MVM, qui a travaillé pendant 22 ans avec les enfants restaveks, est venue à titre d'accompagnatrice. Renise parle français et créole et comprend l'anglais; quant à Roodnir, elle ne parle que le créole et comprend un peu le français. S. Thérèse Proulx, SSA, qui a travaillé en Haïti pendant 10 ans, s'est jointe à nous durant les 17 jours pour aider nos invitées à se sentir chez elles et leur assurer la traduction dont elles avaient nécessairement besoin. Thérèse avait eu soin aussi d'apporter un assortiment de vêtements chauds pour donner aux voyageuses, dès leur arrivée à l'aéroport : ce fut un moment extrêmement émouvant!



De gauche à droite : Renise Alce et Roodnir Joseph



Elles sont arrivées tôt afin de participer à différentes rencontres d'orientation. Le jour suivant leur arrivée, nous avons une réunion au Bureau d'UNANIMA; puis, nous sommes allées à l'ONU prendre nos laissez-passer et avons parlé à un groupe de l'Organisme international des Fanciscains. Le 2^{ième} jour, Roodnir et Renise ont passé toute la journée à rencontrer d'autres participantes âgées de moins de 18 ans. Le 3^{ième} jour, Roodnir a participé à l'ouverture d'une rencontre de consultation avec d'autres délégués d'ONG venus de tous les continents. Le 6^{ième} jour, Roodnir, devant plus de 100 personnes a pris part à un panel sur l'exploitation sexuelle. Le 7^{ième} jour, Renise et Roodnir ont participé à un autre panel qui, cette fois, portait sur la violence, devant aussi une centaine de personnes.

De gauche à droite : Roodnir, S. Marie Zarowny, S. Thérèse Proulx and Renise



Les journées étaient remplies d'expériences et d'apprentissages nouveaux. Toutes deux, Roodnir et Renise, ont reçu une information de première main sur le fonctionnement de l'ONU et sur l'influence que peuvent exercer les ONG sur le résultat de son travail. Elles ont pu aussi acquérir une meilleure connaissance des conditions de vie qui existent dans d'autres parties

du monde et sur ce que font différents organismes pour améliorer la vie des femmes et des filles. Presque tous les jours, Roodnir s'est donné du temps pour rencontrer d'autres jeunes afin d'intégrer leur point de vue dans les discussions du jour.



De gauche à droite : S. Thérèse Proulx, Renise Alce, la ministre haïtienne pour la condition féminine, Roodnir Joseph et S. Marie Zarowny.

D'autres rencontres ont été planifiées avec l'Ambassadeur d'Haïti à l'ONU, avec la Ministre du gouvernement haïtien pour la condition féminine, et avec la représentante régionale de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Chaque rencontre a fourni des occasions, pour l'avenir, de créer des liens et de poursuivre les rencontres avec MVM, une fois revenues en Haïti.

Nous nous sommes accordé quelques moments de plaisir, surtout au cours du week-end passé en compagnie d'une famille à New York, avec qui nous sommes allés patiner sur glace!

Rien de tout cela ne serait arrivé si nous n'avions pas été membres de la coalition d'UNANIMA International. Ul avait invité aussi quatre autres personnes à cette session : du Togo, une fillette de 14 ans avec son accompagnatrice, et deux femmes du Pérou. Celles du Togo parlaient aussi français, ce qui nous a permis d'avoir plus de contact avec elles; mais nous nous sommes rencontrées, toutes ensemble plusieurs fois.

J'ai vraiment ressenti qu'il s'agissait d'un projet « de congrégation », grâce à l'implication personnelle de la part de nos sœurs d'Haïti, de la Province Saint Marie, de la Province Saint Joseph et, bien sûr, de l'Administration générale et de l'équipe de Justice sociale SSA. Je veux adresser des mercis très particuliers à Sœur Renette Damas, qui a piloté Renise et Roodnir pour obtenir leurs visas, acheter leur billets et les conduire à l'aéroport ; à Sœur Michelle Joseph, qui a mis ses compétences au service de la communication, surtout après mon départ pour le Canada ; et à Sœur Bernadette Goda, qui m'a aidée à faire les arrangements nécessaires pour obtenir les visas. Nous n'aurions pu gérer notre séjour à New York sans Thérèse Proulx qui nous a aidées de bien des manières. « Mesi ampil » à toutes ! Je veux aussi reconnaître l'apport de Sœur Marthe et des autres membres de MVM qui ont beaucoup contribué à préparer à cette expérience Roodnir et Renise qui avaient à la vivre sans elles, à New York. J'espère que, d'une façon ou d'une autre, l'expérience leur sera bénéfique pour continuer à exercer leur ministère auprès des enfants restaveks.

Savez-vous que ? ...

- Le gouvernement canadien bouge : en décembre 2006, un «Rapport du Sous-comité de l'examen des lois sur le racolage» est déposé, ce qui pourrait engendrer un projet de loi sur la légalisation de la prostitution... En février 2007, le Comité permanent de la condition féminine dépose son rapport intitulé «De l'indignation à l'action pour contrer la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle au Canada». Attention : ces deux rapports ne présentent pas la prostitution tout à fait de la même façon... Donc à suivre, surtout si des élections fédérales sont déclenchées sous peu.
- Le prix «femme de courage» a été décerné à S. Eugenia Bonetti, missionnaire de la Consolata, pour ses efforts à combattre la traite des êtres humains. Cette reconnaissance honorifique a été signée par l'ambassadeur des États-Unis au Saint-Siège, Francis Rooney. Une lettre adressée par Paula Dobransky, sous-secrétaire pour la démocratie et les affaires globales, stipule : «Nous vous honorons pour votre leadership et votre courage exceptionnel. Vos réalisations sont à l'origine de transformations dans votre pays et offrent un exemple positif aux leaders féminines qui émergent à travers le monde».
- Les Soeurs de la Province de Saint Marie souscrivent au prochain *Sommet œcuménique sur la justice pour les immigrants*, qui se tiendra le 12 avril 2007 au Parlement. Le but de ce sommet est de mieux comprendre, soutenir et défendre les membres immigrants des congrégations et des communautés. Il est important de soutenir cet événement car il peut favoriser les vies de milliers d'individus, de familles, de collègues et de communautés à travers le Commonwealth.
(Friday Afternoon, St Marie Province , March 9, 2007, # 5)

*Joyeuse saison pascale !
Que la joie du Christ
habite votre engagement !*

Pour nous joindre

Denise Caron, s.s.a.
Diane Boudreault
Marie Zarowny, s.s.a.
Téléphone : 514-637-3783, poste 216
Télécopie : 514-637-6864

ANNEXE

Traite des femmes et des enfants

Que se passe-t-il ? Vous avez entendu parler de trafic des femmes et des enfants et voilà que le titre de cet article parle de la «traite» des femmes et des enfants. Traite et trafic sont-ils synonymes ? Ces deux mots expriment-ils deux réalités différentes ? Essayons d'y voir plus clair.

Le mot « **trafic** »
devrait être utilisé
pour parler de **transport illégal**

et celui de « **traite** »
de **recrutement**, de **transport**
et d'**exploitation**.

Presque tous les documents gouvernementaux, conventions internationales, articles de journaux, études universitaires parlent de traite des personnes lorsqu'ils se réfèrent à l'exploitation de la personne. En anglais, on parle de "trafficking in person". En français, nous utilisons probablement un anglicisme quand nous parlons de « trafic » et non de « traite ». Le vrai sens de «trafic» en français fait référence au fait que ces personnes trafiquées traversent illégalement les frontières, ou encore qu'elles sont inconscientes que ce transfert est effectué sous de fausses représentations. Le mot anglais, pour exprimer cette même réalité, est "smuggling". En un mot, les mots « traite » et « trafic » expriment des réalités différentes quoique connexes.

Vous retrouverez, d'ailleurs, l'utilisation du mot trafic au sens de traite dans des documents récents du gouvernement canadien.